

GUERRE ET VIRILITÉ

Le style Humvee



Le Humvee, véhicule utilitaire emblématique de l'U.S. Army depuis la guerre du Golfe, est désormais décliné en version civile par General Motors. Il est ainsi devenu l'accessoire indispensable des millionnaires nationalistes. Conçu initialement pour les déplacements hors combat, il est employé en Irak pour les transports de troupes et paraît soudain bien vulnérable, même dans sa version blindée. La résistance a appris à les détruire en mouvement et les GI's craignent maintenant d'y monter.

page 2

Turquie : les relais de Soros

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Robert Badinter affirme que l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne serait une aberration au profit des États-Unis. Comme pour lui donner raison, une cohorte d'intellectuels et d'hommes politiques atlantistes se presse pour préconiser l'adhésion. Il est étrange d'observer qu'ils appartiennent tous aux mêmes cercles sociaux-démocrates, proches de George Soros, et que leurs tribunes sont bien sûr diffusées par Project Syndicate.

page 7

REPÈRE : 14 DÉCEMBRE 1790

La politesse révolutionnaire

À Paris, le journal révolutionnaire *Le Mercure national* publie un appel « pour un changement des mœurs et usages, l'instauration d'une politesse révolutionnaire ». Tous les citoyens sont invités à recourir au seul tutoiement. « Le vous est un salut adressé au seigneur et qui signifie "toi et tes vassaux". Cette expression s'est étendue du possesseur de fief au possesseur de biens : "toi et tes louis d'or". Voilà donc une survivance féodale. Disons donc "Tu" à tout le monde, même au roi. Puisque personne n'est plus maître de personne, remplaçons monsieur et madame par citoyen et citoyenne ». La pratique a du mal à s'imposer, elle devient un signe d'appartenance politique. Finalement, en novembre 1793, un décret interdit le vousoiement assimilé à une manifestation contre-révolutionnaire, passible de l'échafaud. Madame de Saintes écrit « *Pauvre ami, tutoyer les gueuses vous faisait déjà perdre la tête, vousoyer les dames vous la fera perdre pour de bon* ». ■



CONFIRMATION DU RAPPROCHEMENT MILITAIRE SINO-RUSSE

À l'occasion de la visite à Pékin du ministre russe de la Défense, Sergei Ivanov, le président Hu Jintao a annoncé que la Chine et la Fédération de Russie organiseront leurs premières manœuvres militaires communes en 2005. L'exercice se déroulera sur le sol chinois, mais sa localisation exacte, les unités qui y participeront et son ampleur n'ont pas été précisés. Les deux grandes puissances, souvent rivales pendant la Guerre froide, entendent resserrer leurs liens militaires pour faire face à une éventuelle confrontation avec les États-Unis dans la prochaine décennie. En 2001, elles ont créé ensemble l'Organisation de coopération de Shanghai et, il y a trois mois, le président Hu Jintao a exhorté l'Armée populaire à se préparer à la guerre. ■

Guerre et virilité

Le style Humvee

Le Humvee, véhicule utilitaire emblématique de l'U.S. Army depuis la guerre du Golfe, est désormais décliné en version civile par General Motors. Il est ainsi devenu l'accessoire indispensable des millionnaires nationalistes.

Conçu initialement pour les déplacements hors combat, il est employé en Irak pour les transports de troupes et paraît soudain bien vulnérable, même dans sa version blindée. La résistance a appris à les détruire en mouvement et les GI's craignent maintenant d'y monter.



Après avoir intégré dans son modèle de prévision les dernières données concernant l'absence de mise en production de gisements de pétrole « géants » (dont on peut à terme extraire plus de 500 000 barils par jour) à l'horizon 2007, l'ASPO (Association pour l'étude du pic de la production mondiale de pétrole) vient de réviser ses prévisions et d'évaluer la date du pic à 2008, avec une baisse globale de la production intervenant dès 2010. Dans ce contexte, une partie de l'industrie automobile donne quelques signes de volonté d'adaptation, qui ne suffiront certes pas à lui épargner de nécessaires sacrifices, mais affichent au moins un début de conscience du phénomène : en pleine guerre d'Irak, le dernier salon de l'automobile de Paris était consacré aux modèles hybrides, qui sont pourtant boudés par les consommateurs au profit des gloutons à quatre roues motrices. C'est que la croissance aime la démesure, et la démesure est gourmande en énergie.

De l'armée au civil, par le canal hertzien

Dans cette dernière catégorie de véhicules, le maître incontesté par la puissance et la taille bénéficie d'un statut tout particulier qui lui assure un succès croissant à mesure que les États-Unis, seul pays où il est pour l'instant largement



Arnold Schwarzenegger, vendeur de Hummers, puis gouverneur de Californie

commercialisé, déploient leur armée dans l'ensemble des zones stratégiques aux quatre coins du monde. Ironiquement, les guerres du pétrole offrent en effet au Hummer [1] une promotion gratuite via les journaux télévisés et reportages sur l'occupation et les combats en Irak. Dans un pays qui, rappelons-le, consomme aujourd'hui 25 % de la production de pétrole et importe 65 % de sa consommation domestique, piloter ces 4 tonnes d'acier qui ne dépassent guère les 25 litres aux cent kilomètres est une manière d'affirmer, depuis la Guerre du Golfe en 1991 et sa première apparition sur les écrans, ce « *mode de vie* » qui n'est décidément, vraiment pas « *négociable* ».

Digne successeur d'une jeep qui restera associée à la Seconde Guerre mondiale et connu elle aussi un certain succès dans sa version civile, le Humvee est devenu emblématique de la guerre d'Irak. Mobilité et rapidité lui confèrent une place primordiale dans une guerre d'occupation, à l'inverse d'un tank Abrams qui se taillerait probablement la part du lion, en termes de visibilité, dans un conflit plus conventionnel.

En 1983, le département AM General de la société LTV Aerospace (aujourd'hui AM General Corporation) se voyait attribuer un contrat pour livrer une première fournée de 55 000 exemplaires du Humvee à l'armée des États-Unis sur une période de 5 ans, avec la possibilité d'étendre le contrat de 100 % chaque année. En 1985, il remplace officiellement la Jeep comme véhicule utilitaire standard de l'Army. Elle en compte aujourd'hui environ 140 000, dont plus de 19 000 en Irak.

Outre sa généralisation dans l'armée, le Humvee a trouvé sa place dans la « *défense de la patrie* » : équipé du système de missiles anti-aériens ultra-sophistiqué Avenger, il est utilisé pour garder la Maison-Blanche, le Pentagone (sic) et d'autres bâtiments officiels à Washington [2]. Après la guerre du Golfe, une version révisée et mieux adaptée aux conditions désertiques est mise en service.

Le Humvee se fait d'abord connaître auprès du public grâce à la sur-médiatisation de la guerre du Golfe, principalement par CNN, en 1991 [3] : hypnotisés par les images du bolide fonçant à travers les dunes du Koweït, des centaines de personnes prennent d'assaut le standard d'AM General pour demander que soit commercialisée une version civile. En 1992, la compagnie se

fait un plaisir de leur en proposer un premier modèle, le Hummer H1, qui est une fidèle version « *démilitarisée* » du Humvee, car présentant les mêmes caractéristiques de base (moteur 6,5 litres diesel V8, pneus de 37 pouces, 2 tonnes de charge).



Version "tuning" du modèle civil

En 1999, AM General en vend les droits pour la version civile et militaire à General Motors. Cette dernière, pour profiter du coup de pub de l'invasion de l'Irak au printemps 2003, en lance une nouvelle version civile plus légère l'été suivant, le Hummer H2. Ce dernier, qui est basé sur un châssis de Chevy Tahoe, n'a de

similitude avec la version militaire que dans l'aspect extérieur, avec son museau aplati et ses angles droits.

À ce jour, 11 000 Hummer H1 ont été vendus, principalement à des stars du cinéma, des sportifs professionnels et des riches propriétaires de ranchs, car son prix s'avère assez prohibitif : il faut compter 90 000 dollars (environ 60 000 €), quand la nouvelle version vaut 50 000 \$, avec déjà plus de 50 000 unités vendues.

Quelques méthodes employées pour éradiquer l'invasion de bourdons en Irak

Sur le rôle central que joue ce véhicule dans l'armée de terre, John Gresham, analyste militaire et co-auteur avec Tom Clancy du livre *Special Forces*, est catégorique : « *Enlevez le Humvee et vous réduisez globalement d'au moins la moitié la mobilité, l'utilité et la capacité de déploiement de l'Army.* ». C'est également de cette manière que la résistance irakienne semble l'avoir compris. Elle a donc concentré une partie significative de ses actions sur la destruction de ce bourdon désormais rencontré communément dans les villes du pays, d'autant que seule une partie des véhicules sont équipés d'un blindage qui peut, en théorie et comme s'en vante l'armée, encaisser une mine de six kilos explosant sous l'avant ou une mine de deux kilos sous la partie arrière. Les résistants ne s'embarrassent pas de tels détails et ont généralement recours à des obus de 155 mm ou plus, enterrés sur le rebord de la chaussée ou directement sous la route. Ces bombes sont très souvent des ogives de provenance états-unienne, non explosées lors des bombardements et récupérées par les résistants. Ils en démontent le détonateur, le remplacent avec de l'explosif militaire C4, par exemple gentiment laissé à leur disposition dans les stocks d'armes non surveillés, avant d'y apposer un détonateur électronique (simple gadget de nos jours) relié à un fil ou une télécommande. Le résultat, comme illustré dans la vidéo que vous pouvez télécharger ici (voir plus bas), est dévastateur avec un minimum de frais et d'exposition pour les assaillants. Tout n'est ensuite qu'une question de synchronisation : sur ce point, l'expérience et le savoir-faire acquis par les résistants en raison de leur faible exposition constitue un avantage tactique conséquent.

Le RPG (pour « Rocket Propelled Grenade », grenade propulsée par fusée) est un autre symbole de cette guerre d'embuscades, cette fois moins médiatisé, bien que plus mortel que le Humvee en soi. Cette arme de fabrication russe, versatile, rustique et fiable, est d'après certains plus répandue en Irak que le

fusil d'assaut Kalashnikov AK-47, qui s'est pourtant généralisé depuis la guerre Iran-Irak. Il peut être pourvu d'une charge creuse afin de percer les blindages, d'une ogive à fragmentation pour une utilisation anti-personnelle, etc. Sa grande maniabilité, comme illustré dans cette vidéo d'attaque surprise en milieu urbain où le tireur est vraisemblablement positionné derrière une fenêtre (voir plus bas), laisse peu de chances aux défenseurs. On notera que le GI posté sur la tourelle du Humvee est très exposé, avec ou sans plaques de blindage latérales pour une meilleure protection.

Il n'est pas difficile de constater, à la lumière de ces exemples, à quel point la puissance de feu de l'occupant est illusoire dans ce genre de conflit [4]. Ainsi, avec un réseau logistique et de commandement un tant soit peu structurée, la résistance peut multiplier ces actions qui dorénavant dépassent régulièrement le nombre de 100 par jour dans l'ensemble du pays. En représailles, l'armée U.S. doit souvent se résoudre à des bombardements massifs sur des zones résidentielles, ce qui favorise le recrutement de nouveaux résistants et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'une pénurie de munitions contraigne la résistance à limiter ses actions. Néanmoins, il semblerait que le pays soit armé pour environ 10 ans de résistance soutenue ; c'est là un héritage de la guerre Iran-Irak et de l'idéologie militariste du parti Ba'as qui a armé le pays jusqu'aux dents.

Le nombre de victimes de ces embuscades parmi les troupes états-uniennes augmentant rapidement, le moral des troupes s'est rapidement dégradé. Contrairement à une situation de combat classique où le soldat peut s'en remettre à son agilité et à ses aptitudes de combat, lorsqu'il est emprisonné dans son véhicule sur une route sa marge de contre-attaque est faible. Au début de l'invasion, seul un quart des quelques 19 000 Humvees stationnés en Irak était équipé d'un blindage renforcé, car ils étaient sortis des chaînes de montage après 1996 et la mise en service du nouveau modèle M1114, équipé d'une tonne de plaques d'acier supplémentaires. Le manque de protection des autres véhicules devenant rapidement un sujet de mécontentement des troupes, des kits de mise-à-jour du blindage furent envoyés d'urgence. Il ne s'agissait que d'un remède d'appoint car le Humvee n'a jamais été conçu comme un véritable véhicule blindé, mais simplement un utilitaire comme la Jeep. Il est maintenant interdit aux Humvees non blindés de quitter les bases d'Irak, sauf sur la remorque d'un camion [5]. Mais aux dernières nouvelles, beaucoup de GI's doivent renforcer leurs véhicules à l'aide de plaques d'acier récupérées sur le champ de bataille, comme enseigné dans leur nouveau manuel de contre-insurrection [6], ce pour quoi **ils n'ont pas manqué de se plaindre auprès de Donald Rumsfeld.**

Petit calcul rapide : admettons qu'environ un quart des morts officielles de GI's au combat (soit 250 soldats tués) ait pu être évité si tous les Humvees avaient été correctement blindés dès le départ, pour un coût supplémentaire de 450 000 000 de dollars (9000 Humvees non blindés x 50 000 dollars supplémentaires pour la version blindée). Le Pentagone n'a donc pas jugé nécessaire de dépenser 1 800 000 dollars pour chaque vie de GI épargné dans un premier temps. Il faut manifestement mettre cette décision sur le compte des faibles retours sur investissements générés par la guerre (difficultés d'exploitation du pétrole, etc.).

Compte tenu des tactiques de la résistance et de la grande utilisation faite des Humvees en Irak, la production a dû être augmentée pour atteindre actuellement 450 véhicules par mois (pour 20 au début de la guerre). Le Humvee, à l'origine destiné à remplacer la Jeep comme véhicule tous usages hors combat, se voit de plus en plus attribuer la fonction de transport de troupes, sans toutefois assurer la protection nécessaire. Mais il permet d'occuper le territoire avec souplesse, ce qui constitue une priorité pour le Pentagone. Rien d'étonnant alors d'entendre la chaîne CBS, dans son émission *60 Minutes*, parler de 5 500 déserteurs parmi les soldats de métier états-uniens depuis l'invasion de mars 2003.

Arthur Lopic

[1] Littéralement « bourdon » pour son grondement, caractéristique des diesels de grosse cylindrée. Dans sa version militaire, il est connu sous le nom de « Humvee », prononciation de HMMWV pour High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle, *véhicule sur roues à haute mobilité et usages multiples*.

[2] « [Persian Gulf star Humvee back in spotlight](#) », par David Kiley, *USA Today*, 23 mars 2003.

[3] Voir « [L'effet CNN](#) », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 19 mai 2003.

[4] Pour une analyse plus détaillée de ces aspects, voir l'article « [Opération Phénix](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 16 novembre 2004.

[5] [Facts on Humvee Armor Big Media Ignores](#), *Free Republic*, 12 octobre 2004.

[6] Voir « [L'économie de la guerre en Irak](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 24 novembre 2004.

Documents



Irak, 2004 : Ambuscade de Humvee à l'aide d'un explosif enterré

Format Windows Media Video
Windows Media - 1.2 Mo



Irak, 2004 : Attaque à la roquette sur un Humvee

Format Windows Media Video
Windows Media - 1 Mo



Irak, 2004 : préparation d'une bombe enterrée par la résistance

Format Windows Media Video
Windows Media - 2.4 Mo

Turquie : les relais de Soros

Analyse

Le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne continue à agiter les pays fondateurs de l'Union, principalement la France et l'Allemagne.

Robert Badinter, ancien président du Conseil constitutionnel français, affirme dans un entretien au *Figaro* que ce serait une aberration. Il s'indigne qu'une question de cette importance n'ait pas été véritablement débattue (mais a-t-on débattu l'entrée de la Pologne, autre grand pays pauvre et religieux ?).

Argument suprême : George W. Bush est favorable à cette adhésion, c'est bien le signe qu'elle est mauvaise pour les Européens.

Comme pour lui donner raison, une cohorte d'intellectuels et d'hommes politiques atlantistes se presse pour préconiser l'adhésion. Il est étrange d'observer qu'ils appartiennent tous aux mêmes cercles sociaux-démocrates, proches de George Soros, et que leurs tribunes sont bien sûr diffusées par Project Syndicate.

L'ancien ministre social-démocrate allemand Rudolf Scharping plaide habilement dans *Le Figaro* pour évacuer la question. Pour lui, un approfondissement de l'Union européenne est nécessaire avant tout nouvel élargissement. Dans cette perspective de consolidation, qui ferait de l'Union un partenaire fiable des États-Unis, il préconise de repousser temporairement l'adhésion de la Turquie à l'Union. Mais à vrai dire, observe-t-il, on n'en est pas là. Il n'est question pour le moment que de négociations d'adhésion et celle-ci reste souhaitable à long terme. Il faut donc s'engager dans le processus.

Sur le mode bien-pensant, le député européen Verts, Daniel Cohn-Bendit, assure dans *Libération* et *El Periodico* que l'adhésion turque est un scénario gagnant-gagnant : l'Europe y trouve une occasion d'intégrer une population musulmane et la Turquie la possibilité d'échapper aux intégrismes (sous-entendu, en se tournant vers le monde arabe, la Turquie se tournerait vers

l'intégrisme).

Dans la même veine, quatre intellectuels français, Edgar Morin, Alain Touraine, Jean-Christophe Rufin et Guy Sorman, développent cette idée. L'adhésion turque serait un moyen de montrer que l'Europe refuse la guerre des civilisations et qu'elle est capable de s'affranchir des États-Unis. L'argument est distrayant sous leur plume et dans les colonnes du *Monde*.

De manière plus frontale, des membres de la Commission indépendante sur la Turquie, Martti Ahtisaari, Michel Rocard et Albert Rohan, résument dans le *Daily Star* libanais et *The Independent* du Bangladesh leurs travaux. Il serait malhonnête de changer les règles en cours de jeu : les adhésions sont soumises au respect des critères de Copenhague, la Turquie doit pouvoir en bénéficier lorsqu'elle y répondra. Voilà qui est juste. Mais au fait, quelle est donc cette Commission indépendante sur la Turquie et quels intérêts sert-elle ? C'est une structure militante financée par le Royaume-Uni et la fondation Soros.

Ilias Akhmadov, ministre des Affaires étrangères de l'auto-proclamé gouvernement tchéchène en exil et salarié de la NED/CIA, déplore dans le *Washington Post* la passivité de la communauté internationale devant la répression brutale de l'armée russe en Tchétchénie. Au passage, il souligne que le fait que les Tchétchènes n'aient pas de revendications autres que la libération de leur pays montre qu'ils ne sont pas liés à Al Qaïda. C'est un argument convaincant pour ceux qui croient qu'Al Qaïda est une organisation terroriste islamiste. C'est au contraire, pour ceux qui rejettent cette croyance et pensent qu'Al Qaïda est un instrument servant les intérêts états-unien, une preuve que le terrorisme tchéchène est manipulé par les États-Unis. On se souvient d'ailleurs que les premiers crédits de la NED/CIA furent versés aux organisations d'Oussama Ben Laden lorsqu'il luttait contre les Soviétiques en Afghanistan.

Enfin, Francis Fukuyama propose dans l'*International Herald Tribune* une stratégie pour les États-Unis en Extrême-Orient : il faudrait isoler la Corée du Nord en maintenant les contacts entre les cinq autres États participants à la négociation sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Ce plan permettrait à Washington de ne pas s'engager dans un guêpier où ses rododromes risquent de l'entraîner.

Réseau Voltaire

Robert Badinter



Robert Badinter est ancien ministre de la Justice français et ancien président du Conseil constitutionnel. Il est sénateur (PS) des Hauts-de-Seine. Il est ancien membre de la Fondation Saint-Simon.

« L'adhésion de la Turquie serait une décision aberrante ! »

Source : Le Figaro

Référence : « L'adhésion de la Turquie serait une décision aberrante ! », par Robert Badinter, *Le Figaro*, 13 novembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Si les chefs d'État et de gouvernement choisissent d'ouvrir les négociations d'adhésion à la Turquie lors du prochain Conseil européen, cela signifiera qu'inévitablement, dans quelques années, la Turquie figurera parmi les États membres de l'Union. Jamais depuis trente ans on n'a vu un candidat ne pas être reçu... Le chemin peut être jalonné de difficultés, mais il débouche toujours sur l'entrée dans l'Union. Ceux qui prétendent le contraire ne le font que pour atténuer dans l'opinion la portée de l'acceptation de la candidature turque. Un éventuel référendum qui laisserait la liberté de choix aux Français est un leurre et je constate que nous n'avons jamais eu de véritable débat sur le bien fondé de la candidature turque. On prétend qu'on a promis l'adhésion à la Turquie depuis 1963, mais c'est faux, on a évoqué l'adhésion turque à ce qui n'était qu'un marché commun à un moment où il fallait à tout prix éviter que la Turquie ne bascule dans le camp soviétique. Depuis, il y a eu bien des événements majeurs dont l'invasion de Chypre par l'armée turque et la dictature militaire en Turquie. En fait l'adhésion turque ne se pose que depuis dix ans.

L'absence totale de débat à ce sujet en France est un véritable outrage à la démocratie ! Quand avons-nous entendu le président de la République - qui conduit la politique étrangère de la France - nous expliquer les raisons de son choix et les motifs pour lesquels les Français devraient dire oui à l'entrée de la Turquie ? Jamais. Il s'agit de l'orgueilleux exercice solitaire du pouvoir. En France, il existe un Parlement et notre Constitution est une Constitution parlementaire ou, au moins, semi-parlementaire. Les élus sont les représentants du peuple. Quand ont-ils été consultés au sujet de la Turquie ? Jamais. Je vois là une forme de mépris pour le Parlement et l'opinion publique. Je crains que ce mépris n'entraîne une abstention massive et un vote négatif au référendum sur la Constitution.

En Turquie, l'armée est un État dans l'État, la torture policière est encore pratiquée à grande échelle, l'égalité homme-femme n'est pas garantie et les Kurdes sont discriminés. Beaucoup de Turcs veulent entrer dans l'Union européenne pour voir leurs droits améliorés, mais un mariage se fait à deux. Cela fait des décennies que la Turquie s'est engagée à faire respecter les Droits de l'homme, qu'elle tienne ses engagements. Je trouve blessant pour les Turcs l'argument que seule l'entrée dans l'UE les amènera au respect des Droits de l'homme. Il faut aussi que la Turquie reconnaisse Chypre et le génocide arménien. Il ne faut pas non plus oublier que dès son entrée, vue sa démographie, la Turquie aura un poids supérieur à celui de la France, pays fondateur du projet européen. La question de la religion est pour moi une

question qui n'a pas d'importance, par contre l'aspect économique me préoccupe. La Turquie a un PNB trop faible et une économie trop rurale. Cela pose trop de complication alors que nous sommes en train d'intégrer dix nouveaux pays auxquels il faudra ajouter la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie. Puis viendra le tour de la Macédoine, de la Bosnie, de la Serbie et des derniers États balkaniques alors que MM. **Jacques Chirac** et **Gerhard Schröder** refusent d'augmenter le budget européen. Je crains aussi que cette entrée contribue à repousser aux calendes grecques les progrès nécessaires en matière de cohésion sociale et fiscale dans l'Union. La Turquie est un pays en forte croissance, à la main-d'œuvre capable et peu coûteuse, qui va attirer les délocalisations. Avec l'adhésion de la Turquie, l'UE franchira le Bosphore, dépassera l'Euphrate et s'enfoncera profondément en Asie mineure. Nous aurons, nous, Européens, des frontières communes avec la Géorgie, l'Arménie, l'Iran, l'Irak et la Syrie. Je vous le demande : dans le projet des pères fondateurs, qu'est-ce qui justifie des frontières communes avec ces pays ? C'est une région dangereuse où la Turquie ne peut servir ni d'exemple, ni de modèle car les Turcs n'inspirent pas les Arabes en raison de leur histoire et de leurs liens avec Israël et les États-Unis. Moi, je souhaite une « Europe puissance », une Europe qui compte sur la scène mondiale comme un acteur de premier rang, aux côtés des États-unis et de la Chine, pas seulement une Europe qui soit une aire de prospérité économique et de respect des Droits de l'homme. Plus l'UE s'élargit, plus ses capacités d'action diminuent. Croyez-moi, si le président **George W. Bush** est le premier champion de l'entrée de la Turquie dans l'UE, ce n'est sûrement pas pour voir émerger une Europe plus forte ! Les pays des Balkans doivent adhérer et après il faut faire une pause. Que l'Union fixe ses limites, qu'elle se fortifie et qu'elle maintienne avec la Turquie les relations mutuellement les plus avantageuses. Mais qu'elle ne l'accueille pas parmi ses membres !

Rudolf Scharping



Ancien président du parti et président du groupe parlementaire du SPD, Rudolf Scharping est ancien ministre fédéral de la Défense (1998-2002) au sein du gouvernement de Gerhard Schröder.

« Non à un élargissement excessif ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Non à un élargissement excessif ! », Rudolf Scharping, *Le Figaro*, 11 décembre 2004.

Il ne fait aucun doute qu'en l'état actuel des choses, la Turquie n'est pas en mesure de devenir membre de l'Union européenne malgré ses progrès car : la société civile est loin d'être stable, la Turquie n'assume pas son histoire dans son intégralité, les droits de la femme ne sont pas garantis, les ressortissants turcs continuent de former le groupe le plus important de réfugiés politiques en Allemagne et il faudra attendre plusieurs années pour voir si le contrôle du civil sur le militaire ou l'interdiction de la torture constituent les piliers réels d'une démocratie fondée sur un État de droit véritable. Pour toutes ces raisons, il faut rappeler que l'entame de négociations ne peut déboucher de manière quasi automatique sur une adhésion.

Pourtant, on note que beaucoup de pays sont enthousiastes à l'idée d'intégrer la Turquie et, à l'exception de l'Allemagne, ils comptent aussi au rang des

sceptiques résolu lorsqu'il est question d'approfondir l'intégration européenne. C'est une donnée qu'il faut garder en tête. Tout élargissement de l'UE constituera dorénavant un « test double », portant sur la capacité d'intégration du pays en question et sur la capacité d'élargissement de l'Union européenne. En effet, une Europe dont le corps devient toujours plus massif, mais dont la musculature politique reste faible, ne sert pas plus les intérêts de ses citoyens qu'elle ne répond à sa responsabilité au plan mondial. Il est de l'intérêt de l'Europe dans son ensemble que l'UE des 25 s'engage désormais dans une longue phase de consolidation interne, notamment après l'intégration de la Bulgarie, de la Roumanie et, probablement, de la Croatie. La consolidation doit donc être un préalable absolu à tout nouvel élargissement.

Il est important de délimiter les frontières de l'Europe et de construire une politique étrangère commune vis-à-vis des voisins de l'Europe. Faute de quoi tout élargissement fera de l'Europe un marché doté d'une certaine dose de protection commune des frontières extérieures et de la sécurité intérieure, ou doté d'un espace juridique commun. C'est déjà beaucoup, mais c'est insuffisant. Nous devons devenir un partenaire à part entière des États-Unis et demeurer leur ami fiable, pouvoir regarder dans les yeux les puissances émergentes que sont la Chine, l'Inde, ou encore à nouveau la Russie, et ancrer de manière irréversible l'idée européenne dans le cœur et l'esprit des citoyens européens. Dans le cas contraire, tout nouvel élargissement accroîtra les problèmes de l'Union. C'est probablement pour cette raison que le président Jacques Chirac a plaidé, devant le Bundestag allemand, pour que chacun puisse avancer à des vitesses différentes

Daniel Cohn-Bendit



Ancien meneur des manifestations étudiante de mai 68 en France, Daniel Cohn-Bendit est député européen vert co-président du groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen.

« Adhésion, le scénario gagnant »

Source : *El Periodico*

, *Libération*

Référence : « Adhésion, le scénario gagnant », par Daniel Cohn-Bendit, *Libération*, 13 décembre 2004.

« El Milagro del Bosphoro », *El Periodico*, 14 novembre 2004.

S'il avait fallu attendre les « peuples » français et allemand pour la réconciliation, cette modalité inédite de gouvernance apparue avec l'UE devenue désormais notre « way of life », n'existerait tout simplement pas. Nous avons construit un système permettant de déterminer notre existence selon le mode de la co-responsabilité. Aujourd'hui celle-ci, dans le monde tel qu'il est advenu, nous amène à produire « le miracle du Bosphore ». Pour cela, nous devons avoir une aptitude à opérer les mutations nécessaires à notre mise en phase avec le monde actuel et la Turquie doit être capable d'assumer ses responsabilités et de mener les réformes démocratiques nécessaires. Je n'ai jamais cru que cette opération serait simple et je partage même les critiques à l'encontre de la politique du fait accompli qui a prévalu en matière d'élargissement. J'avais d'ailleurs plaidé en faveur de l'approfondissement avant

l'élargissement. Pourtant, pas plus que « la » différence culturelle qui, sciemment ou non, finit par faire vibrer les cordes xénophobes, cet argument ne constitue une raison suffisante pour exclure la Turquie car dans une dizaine d'années ni la Turquie, ni l'UE ne seront et ne pourront être ce qu'elles sont aujourd'hui. En effet, je l'espère, l'Union européenne d'alors sera régie par un traité constitutionnel qui permettra d'aller plus loin dans la voie de la communautarisation. Dans le même temps, l'Union européenne aura dû prévoir les conditions d'absorption d'un pays aussi vaste et peuplé que la Turquie. Je veux rappeler à mes amis français que la Turquie a bien fait une demande d'adhésion qui a été acceptée à l'unanimité. Et comme l'a répété la Commission européenne, il n'existe pas de « plan B ». Prétendre le contraire ou feindre l'engagement en faisant miroiter un « partenariat privilégié » au seul pays lié à l'UE par une union douanière, c'est tout simplement prendre les gens pour des imbéciles ! Dans ces conditions, je suis convaincu que le Conseil européen du 17 décembre donnera une date précise pour entamer les négociations. Quand on considère la complexité de notre monde où se mêlent terrorisme islamiste radical, quête d'un mode d'existence pour l'UE sur la scène internationale, et où les minorités musulmanes constituent une part importante de nos populations, la perspective d'une Turquie au sein de l'UE est non seulement politiquement fondée, mais correspond, en plus, à un scénario gagnant-gagnant. Toutefois, cela ne doit pas nous faire oublier les crispations identitaires que cette possible adhésion suscite. Il faut organiser des débats publics et une pédagogie afin que la Turquie soit acceptée. La culture européenne qui a depuis longtemps tourné le dos aux dogmes révélés, a suffisamment intégré le concept de la diversité pour s'affirmer à travers une identité dynamique, capable d'évoluer avec les changements.

Jean-Christophe Rufin, Edgar Morin,
Alain Touraine, Guy Sorman



Ancien vice-président de Médecins sans frontières (MSF), membre du cabinet de François Léotard au ministère français de la Défense et Prix Goncourt 2001, Jean-Christophe Rufin est auteur d'un rapport sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

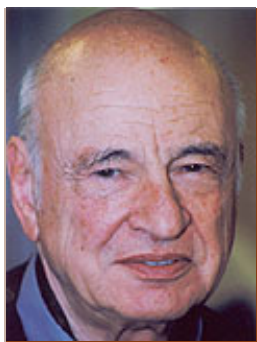
« Pourquoi il faut accueillir la Turquie »

Source : Le Monde

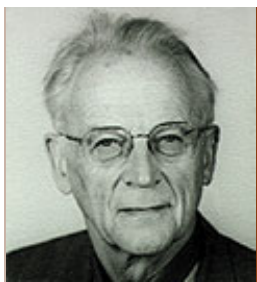
Référence : « Pourquoi il faut accueillir la Turquie », par Edgar Morin, Alain Touraine, Jean-Christophe Rufin et Guy Sorman. *Le Monde*, 11 décembre 2004.

Les arguments excellents de ceux qui pensent que l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne aurait des effets positifs semblent débordés par une résistance populaire qui s'appuie sur la Géographie et l'Histoire. Beaucoup semblent oublier que, du XVI^{ème} siècle à son effondrement, l'empire ottoman fut une puissance européenne.

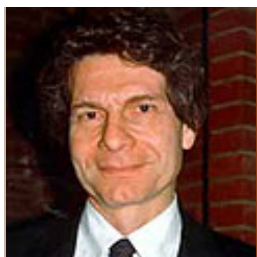
Aujourd'hui, si chaque pays procédait à un référendum sur l'entrée de la Turquie dans l'Union, il est probable que les résultats ne seraient pas partout positifs. Pourtant elle est indispensable pour que l'Europe garde ou retrouve un rôle au niveau mondial, c'est-à-dire invente un rapport avec le monde islamique opposé à celui que les Américains ont créé au Moyen-Orient. Les Européens ne



Philosophe et écrivain, Edgar Morin est professeur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et ancien membre de la Fondation Saint-Simon.



Porte parole de la Fondation Saint-Simon pendant les grèves de 1995 en France, Alain Touraine est sociologue. Et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).



Guy Sorman est essayiste, chroniqueur.

se passionnent pas pour la gestion de l'Europe, mais ils se rendent compte des contradictions entre la puissance économique de l'Europe et son impuissance internationale. Il faut rompre avec l'hypocrisie : que ceux qui donnent la priorité au maintien de l'hégémonie américaine le disent à haute voix ; mais que les autres sortent de leur peur et de leur hypocrisie ; qu'ils disent clairement qu'il est possible de construire un autre rapport entre l'Europe, ou l'Occident, et le monde islamique. Une telle tentative de transformation de nos rapports avec le monde islamique ne peut s'appuyer que sur la Turquie. Parce que celle-ci vit déjà un compromis entre laïcité et islam qui démontre par son existence même qu'il y a d'autres choix que la destruction mutuelle des adversaires.

Ce que nous devons comprendre de toute urgence est que, si nous ne parvenons pas à croire qu'une solution est possible, nous abandonnons définitivement tout espoir de jouer un rôle dans le monde. Rejeter la Turquie, c'est fermer notre horizon et renoncer à toute responsabilité mondiale. Il faut affirmer avec force que l'Europe doit devenir enfin un des acteurs principaux des affaires mondiales, et donc de la paix, et que l'entrée de la Turquie dans l'UE est la condition nécessaire pour que des rapports nouveaux soient établis entre l'Europe et le monde islamique.

Michel Rocard, Martti Ahtisaari, Albert Rohan



Michel Rocard est ancien Premier ministre socialiste français (1989-1991). Il est député au Parlement européen. Proche de George Soros, il est administrateur de l'International Crisis Group. Il est membre de la Commission indépendante sur la Turquie mis en place par le British Council et l'Open Society Institute de George Soros.



Ancien président de Finlande, Martti Ahtisaari est fondateur et président du Conseil d'administration de la Crisis Management Initiative. Il est président du conseil d'administration de l'International Crisis Group et membre du Conseil d'orientation de l'Open Society Institute de George Soros. Il a été envoyé spécial de l'ONU en Bosnie Herzégovine. Il est président de la Commission indépendante sur la Turquie mis en place par le British Council et l'Open Society Institute.

« La crédibilité européenne est en jeu dans les pourparlers d'adhésion avec la Turquie »

Source : Daily Star

Référence : « European credibility is at stake on Turkish accession talks », par Martti Ahtisaari, Michel Rocard et Albert Rohan, *Daily Star*, 11 décembre 2004.

« Europe's commitments to Turkey », *The Independent (Bangladesh)*, 12 décembre 2004.

C'est le moment de vérité, l'Union européenne doit décider le 17 décembre si elle ouvre les négociations avec la Turquie. Quand les chefs d'État et de gouvernement européens ont conclu en 1999 que la Turquie pouvait être candidate sur les mêmes critères que les autres pays et quand ils ont promis trois ans plus tard que les négociations pourraient être ouvertes si la Turquie remplissait les conditions en décembre 2004, ils savaient ce qu'ils faisaient. La Commission européenne a souligné les progrès de la Turquie tout en reconnaissant ses lacunes et a recommandé l'ouverture des négociations. Si le 17 décembre, le Conseil européen refusait l'ouverture des négociations avec la Turquie, il contredirait ses précédentes décisions et ses engagements passés vis-à-vis d'Ankara.

Les négociations auront pour but l'adhésion et seront longues et difficiles, même si les réformes nécessaires vont permettre d'approfondir le processus de transformation, déjà amorcé. L'Union européenne devra profiter de ce temps pour se mettre en ordre en adoptant le traité constitutionnel et en faisant adhérer d'autres pays comme la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie. Par sa taille, sa position et ses traditions religieuses, l'adhésion turque est à la fois un défi et une opportunité pour l'Union européenne. Les opposants à l'adhésion veulent faire croire que la Turquie n'est pas un pays européen alors qu'elle fait partie de tous les organismes européens à l'exception de l'Union européenne. En cela, elle n'a rien à voir avec les pays du Moyen-Orient ou de l'Afrique du Nord. Affirmer que la promesse d'adhésion faite il y a quarante ans ne vaudrait rien aujourd'hui, car il ne s'agissait que d'une promesse d'adhésion à une entité économique et qu'aujourd'hui l'Union européenne est une entité politique, est malhonnête car la transformation en union politique a toujours été le projet des Pères fondateurs.

Le 17 décembre, les dirigeants doivent prendre une décision claire en faveur de l'adhésion turque.



Albert Rohan est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères autrichien (1996-2001). Il est membre de l'American-Austrian Foundation et de la Commission indépendante sur la Turquie mis en place par le British Council et l'Open Society Institute de George Soros.

Ilias Akhmadov



Ilias Akhmadov est le « ministre des Affaires étrangères » du gouvernement tchéchène en exil d'Aslan Maskhadov. Il est membre de la National Endowment for Democracy.

« Un plan pour la Tchétchénie : discuter »

Source : Washington Post

Référence : « A Chechnya Plan : Talk », par Ilias Akhmadov, *Washington Post*, 10 novembre 2004.

Russia's language of terror in Chechnya », *Dawn*, 12 décembre 2004.

Chechnya : Russia Should Talk to Maskhadov », *Arab News*, 12 décembre 2004.

Cela fait dix ans demain que la Fédération de Russie a lancé sa guerre contre la Tchétchénie sous le prétexte de « restaurer l'ordre constitutionnel » dans la République tchéchène. Après un intermède de trois ans entre 1996 et 1999, la Russie a envahi à nouveau le pays et la seconde guerre de Tchétchénie dure depuis cinq ans. Elle a fait des milliers de victimes et a détruit les infrastructures du pays. Le terrorisme est devenu un élément central du conflit et contrairement au premier conflit tchéchène, il n'y a aucun effort pour organiser des négociations.

Bien qu'elle soit présentée comme une partie de la guerre au terrorisme, celle de Tchétchénie n'a fait que développer le terrorisme, les deux camps s'accusant d'être des terroristes. La Russie le pratique à un niveau étatique en ayant tué le quart de la population tchéchène et les Tchétchènes en s'attaquant aux métros russes ou en prenant des otages. Le Kremlin affirme que les résistants tchéchènes font partie d'un vaste réseau terroriste global afin d'empêcher toute analyse de la situation. Pourtant, le fait que les actes terroristes tchéchènes soient accompagnés de revendications concernant un retrait des troupes russes et pas de la lutte contre la chrétienté et que les cibles russes au Moyen-Orient ne soient pas prises pour cibles montre bien que les Tchétchènes n'ont pas de liens avec Al Qaïda.

En diabolisant la résistance tchéchènes et en refusant de négocier avec **Aslan Maskhadov**, le Kremlin ouvre la voie aux radicaux qui commettent des attentats cruels et meurtriers, déstabilisant toute la région. La Russie a préféré s'appuyer sur des criminels en Tchétchénie, rejetés par la population, et cela n'a pas contribué à apaiser la situation. La seule façon d'en sortir est de négocier avec Maskhadov et d'accepter un cessez-le-feu.

Malheureusement, bien que le conflit ait fait plus de morts que le Kosovo, la communauté internationale ne s'y intéresse pas.

Francis Fukuyama



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University. Il est l'auteur de *La fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. Il est administrateur de la National Endowment for Democracy et ancien administrateur de la Rand Corporation. Il a été expert au département d'État.

« 6 - 1 en Extrême Orient = une nouvelle force régionale »

Source : International Herald Tribune

Référence : « East Asia : 6 - 1 = a new regional force », par Francis Fukuyama, *International Herald Tribune*, 10 décembre 2004.

Les États-Unis font face à de nombreux problèmes en Asie avec la crise nucléaire nord-coréenne, les tensions entre Taiwan et la Chine et le développement du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est. Pour y faire face, Washington s'appuie sur une série d'alliances bilatérales héritées de la Guerre froide, mais il est temps de mettre en place un nouveau système multilatéral dans la région. La Maison-Blanche a une excellente occasion de le mettre en place avec les discussions sixpartites sur la Corée du Nord. On peut imaginer que ce système, créé pour palier à l'échec des accords de 1994, évolue, après le règlement de ce problème, en une organisation permanente regroupant les États-Unis, la Fédération de Russie, la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Ce groupe permanent servirait de relais de communication aux participants de second ordre sur les question de sécurité régionale.

Un tel système permettra de faire face aux difficultés à venir et d'engager la Chine dans la voie de la coopération pour la canaliser et de réfréner les tentations de réarmement japonaises. Ce forum pourra discuter avec les organisations multilatérales asiatiques qui se développent sans Washington. Certains durs de l'administration Bush estiment que les discussions sixpartites ne mènent à rien mais il ne faut pas oublier que Washington ne pouvait pas gérer la crise nord-coréenne et ses implications régionales seul. Ce système permettra peut-être au cours du second mandat Bush d'isoler Pyongyang au lieu de Washington. Il faudra être patient et développer les discussions à cinq afin que la Corée du Nord soit marginalisée dans les discussions à six. Il est important de développer ce forum multilatéral pour briser l'isolement des États-Unis dans la région.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .